



DÉCLARATION DE PERTE

de carte nationale d'identité ☐ de passeport ☒

Toute déclaration de perte ou de vol rend votre titre définitivement invalide. Si vous le retrouvez, vous devrez le remettre à l'autorité de délivrance et en aucun cas en faire usage.

PERSONNE MAJEURE ☒

PERSONNE MINEURE ☐

Merci de remplir ce formulaire en noir, en lettres majuscules et avec les accents

DÉCLARANT

Homme ☒

Femme ☐

Nom de famille : Ahmat

(C'est le nom qui figure sur votre acte de naissance ; ce nom était anciennement désigné sous le vocable de « patronyme »)

Nom d'usage : _____

(Exemple : le nom de famille du mari que souhaite porter une femme mariée, le cas échéant)

Prénom(s) : Mahamat Ahmat

(Dans l'ordre de l'état civil)

Né(e) le : 1 0 0 7 2 0 0 0 à (commune) : Ouadda?

Code postal : _____ Pays : Tchad

DOMICILE

Adresse : 2 _____ boulevard maréchal juin

N° (bis, ter) Type de voie (rue, avenue...) Nom de la voie

Code postal : 1 4 0 0 0 Commune : Calvados

Pays : France

Caractéristiques du ou des titres

Carte nationale d'identité	Passeport
N° : _____	N° : <u>R 0 4 5 6 9 3 4</u>
Délivrée le : _____	Délivré le : <u>2 9 0 4 2 0 1 9</u>
À (nom de la personne titulaire du document) : _____ _____	À (nom de la personne titulaire du document) : <u>AHMAT</u> <u>MAHAMAT AHMAT</u>
Par : _____	Par : _____
Pays : _____	Pays : <u>TCHAD</u>

Éléments sur la disparition du ou des titres

Date : 0 1 0 6 2 0 2 3 Lieu : Caen

Circonstances détaillées Je sais pas exactement le date de disparution, mais depuis l

le mois de juin j'arrive pas à le trouver

Fait à : Caen le : 1 1 0 7 2 0 2 3

*Signature du déclarant
ou du représentant légal*

Partie réservée à l'administration

Autorité recevant la déclaration :

Établie le :

Par :

Cette déclaration ne vaut pas document d'identité.

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires du formulaire.

Toute fausse déclaration est passible des peines prévues par les articles 441-6 et 441-7 du nouveau code pénal.